

à poser au premier ministre. Pourrait-il dire si le gouvernement de la Trinité a communiqué avec le gouvernement canadien à propos de la nationalisation éventuelle de la Bank of London and Montreal? Si oui, a-t-on obtenu l'assurance que le changement donnerait lieu à un dédommagement complet?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai en fait examiné il y a peu de temps cette question avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui me la soumettait. Nous n'avions encore aucune information sur le mode ni le montant du dédommagement envisagé, et nous sommes en train de nous renseigner. Il y a quelques heures, nous ne savions toujours rien.

LES COMMUNICATIONS

TÉLÉSAT CANADA—LE LANCEMENT DU SATELLITE ET LA MISE EN ŒUVRE DU SYSTÈME

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Communications. Au cours des derniers mois, nous l'avons beaucoup entendu parler de la façon dont il s'occupe des Postes, mais nous l'avons étonnamment peu entendu parler de Télésat Canada.

M. l'Orateur: A l'ordre. Que le député pose sa question.

M. Scott: Le ministre a-t-il maintenant un programme précis quant au lancement du satellite et à la mise en œuvre du système proprement dit? Dans l'affirmative, les délais sont-ils respectés?

M. l'Orateur: Voilà sans doute une question qui pourrait être inscrite au *Feuilleton*.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE CHÔMAGE—L'INSUFFISANCE DES RAPPORTS DU BFS

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné que les six dernières années ont vu le niveau le plus élevé et le plus inquiétant de chômage qui ait jamais été constaté, son administration réclamera-t-elle que le Bureau fédéral de la statistique soumette des rapports sur le niveau du chômage chaque semaine, au lieu de chaque mois, comme cela se fait à présent?

M. l'Orateur: Je ne suis pas certain que la question soit recevable maintenant. Il me semble que le député adresse au gouverne-

ment une demande qui régulièrement devrait être présentée sous forme de question inscrite au *Feuilleton*.

M. Alkenbrack: Je voudrais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Il me semble qu'on pourrait me répondre par oui ou par non. J'ai simplement demandé s'il le ferait.

M. l'Orateur: Je donne la parole au député de Cochrane.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

QUATRIÈME RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT—DÉFINITION DE «CITOYEN CANADIEN»

[Français]

M. Ralph Stewart (Cochrane): Monsieur l'Orateur, en l'absence de l'honorable secrétaire d'État, j'aimerais poser une question au très honorable premier ministre.

[Traduction]

Le premier ministre informerait-il la Chambre de l'intention du gouvernement, étant donné le quatrième rapport du comité des privilèges et élections, et nous dirait-il si le Canada doit ou non considérer n'importe quelle personne comme citoyen canadien, qu'elle soit britannique ou sujet de tout autre pays?

M. l'Orateur: Le député pose une question dont la matière fait l'objet d'un ordre dont la Chambre est présentement saisie.

LES PÊCHES

LA NOMINATION DU PRÉSIDENT DE L'OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Pêches. Maintenant que la mesure législative créant l'Office canadien du poisson salé a été adoptée à l'autre endroit, le ministre sera-t-il en mesure d'annoncer le nom du président de l'Office avant le commencement de la nouvelle année financière et peut-il assurer à la Chambre que l'Office sera établi en temps voulu pour que les administrateurs puissent connaître les exigences du marché et trouver des débouchés pour la saison en cours?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Monsieur l'Orateur, si la loi portant création de l'Office canadien du poisson salé reçoit la sanction royale demain, nous pourrions nommer le président du Conseil, du moins je l'espère, avant la fin de la semaine.